

deviendra ministre des Affaires Étrangères en 1988, après avoir occupé d'autres portefeuilles et hauts postes stratégiques depuis l'Indépendance.

Fait significatif : j'ai connu ce dernier alors qu'il était interprète du CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne, l'organe suprême du FLN-ALN), à l'occasion de sa dernière session en juin 1962. Il traduisait les interventions des membres du CNRA du français vers l'arabe et de l'arabe au français. J'ignorais alors sa fonction réelle au sein des services : je l'apprendrais plus tard de la bouche de Mécili. « Bien sûr, me dira Ali, il devait assurer la sécurité des plus hauts dirigeants de la révolution, mais derrière cet alibi, par ailleurs irréfutable, il voulait servir la "Vigilance". » L'autre section de la base Didouche s'appelait en effet « Vigilance ». Elle combinait des rôles équivalents à ceux de la DST (contre-espionnage) et des Renseignements généraux en France. Sa mission était de protéger les rangs du FLN et de l'ALN à tous les niveaux contre les infiltrations et les actions subversives de l'ennemi. Elle disposait d'effectifs impressionnants à Tripoli et de deux « bases opérationnelles » situées respectivement aux frontières algéro-marocaine et algéro-tunisienne.

Il était si facile, surtout dans un combat aussi inégal que celui opposant les jeunes « services » algériens et les réseaux français rompus à la guerre des ombres, de glisser de la vigilance axée sur l'ennemi extérieur à une vigilance toute portée vers l'ennemi intérieur. Face à la supériorité technique de l'adversaire, il y avait deux paradés possibles, et d'ailleurs complémentaires : disposer d'un instrument de niveau technique élevé et faire un travail permanent d'éducation politique au sein des masses et des militants afin de les responsabiliser et de les

rendre attentifs aux tentatives adverses de pénétration politique, militaire et policière.

Cet impératif de formation se heurtait aux difficultés de la lutte, mais aussi à des blocages idéologiques : l'activisme ambiant, nourri des slogans nationalistes et de quelques références schématiques à l'islam et à l'arabisme, allait de pair avec la hantise de voir les consciences et les intelligences s'ouvrir sur elles-mêmes et sur le monde des idées. La peur des divisions internes engendrait la méfiance, un unanimisme de façade permettait d'invoquer l'unité du peuple. La notion de « front » contenue dans le sigle FLN était pratiquée non pas dans le sens politique d'unité dans la diversité, mais dans son acception militarisée d'unité sans faille dans le combat libérateur.

Le MALG avait en revanche tous les moyens d'être à la hauteur de sa mission et il l'était remarquablement. Grâce à l'élite intellectuelle qu'il avait pu recruter à la faveur de la grève des études décrétées par les dirigeants de l'intérieur en France et en Algérie dès 1958, il avait réussi le tour de force de mettre sur pied un bon service de renseignement. Mécili gardait d'ailleurs de formidables souvenirs de la plupart de ses collègues, compétents et dévoués, du sérieux, de l'esprit méthodique et des traditions de rigueur qui prévalaient dans le travail.

J'eus un aperçu de l'importance de la section dirigée par Ali en visitant la base Didouche en avril 1962, avec Rabah Bitat, Ben Bella, et Mohammed Khider¹⁰, au lendemain de notre libération des prisons françaises et dans le cadre d'une tournée dans les pays arabes. Le

10. Ben Bella était le vice-président du GPRA ; Rabah Bitat, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, et Mohammed Khider, en étaient ministres d'État.